



CTSD 22 février 2016

« L'Education Nationale n'est plus la priorité, ce doit être le changement tant attendu ! »

Madame l'Inspectrice d'Académie-DASEN, Mesdames, Messieurs,

Mardi 26 janvier dernier, les enseignants étaient en grève et ont manifesté pour une augmentation des salaires, la création de postes à la hauteur des besoins et contre la réforme des collèges. L'attente d'un vrai changement qui ne vient pas se transforme chaque jour un peu plus en colère dans la profession. Notre ministre se démène et multiplie sa communication pour essayer de prouver que la refondation de l'école est en marche ! Mais les discours ne suffisent plus !

Le gouvernement serait plus avisé d'écouter ce que disent et veulent les enseignants pour construire l'école de la réussite pour tous.

Depuis le dernier remaniement ministériel, le discours gouvernemental est maintenant clair, on ne parle plus de l'Education Nationale, elle a disparu des priorités.

Alors que les négociations salariales vont débiter, le remplacement de la Ministre de la fonction publique est un autre geste fort !

Dans les écoles, les décisions de Carte Scolaire sont attendues avec inquiétude par les enseignants, parents et élus. Une dotation de 30 postes budgétaires pour notre département est bien insuffisante pour répondre aux besoins et à l'ambition de la réussite de tous les élèves. Dans votre projet, ce sont 100 fermetures de classes annoncées pour 70 ouvertures.

Les 15 postes consacrés au remplacement et à la démographie seront consacrés au remplacement ; quid des nouveaux élèves.

Ces 15 postes seront une goutte d'eau alors que

- le remplacement n'est plus assuré,
- les directeurs de moins de 4 classes ne sont pas déchargés comme inscrit au BO,
- la formation continue, priorité plusieurs fois annoncée, est quasi inexistante

Où sont passées les priorités gouvernementales ?

13 postes sont consacrés aux besoins éducatifs particuliers mais aucun pour les RASED alors qu'ils agonisent

6 postes sont consacrés au dispositif Plus de Maîtres que de Classes, en réalité c'est 3 postes qui sont créés, les 3 autres sont des redéploiements

4 postes sont consacrés à la scolarisation des élèves de moins de trois ans alors que le taux de scolarisation du département est un des plus bas de France.

La FSU continuera à demander des créations de postes

- pour qu'aucune classe n'ait plus de 25 élèves, 20 élèves en éducation prioritaire et 15 élèves en TPS/PS
- pour redonner vie aux RASED
- pour soulager les enseignants référents
- pour assurer le remplacement dès le 1^{er} jour et dans toutes les classes
- pour décharger les directeurs des écoles de moins de 4 classes
- pour que la scolarisation des moins de trois ans soit effective partout où il y a des demandes
- pour que toutes les écoles qui en font la demande bénéficient du dispositif Plus de Maîtres que de Classes

Dans les collèges, la rentrée 2016 qui se prépare, elle sera celle de l'hypocrisie.

L'hypocrisie d'une réforme imposée au pays et qui, sûre de son bon droit idéologique, prétend réduire les inégalités et combattre l'échec scolaire.

L'interdisciplinarité serait un des remèdes. Nos élèves se passionneront donc pour le régime alimentaire de Madame Bovary, s'inquiéteront de savoir s'il était équilibré, à quelle dose l'ingestion d'arsenic s'avère dangereuse ... Mais tout

occupés à ceci, est-ce que les élèves auront encore l'énergie de faire un peu de place à Flaubert ? Leur enseignant aura-t-il encore le temps de les introduire à l'insondable et si actuelle bêtise humaine tant explorée par l'auteur, de leur faire lire et sentir l'ironie de son style ? Ce n'est pas l'objet d'une réforme qui ne cherche plus à donner aux élèves des réponses à des questions qu'ils ne se poseraient pas spontanément. Son principe est en effet d'affaiblir leur formation disciplinaire, dont seule la solidité pourrait permettre d'ouvrir leur esprit, de les inciter à la réflexion, de les rapprocher de la culture.

Cette réforme n'est pas ce qu'elle prétend être, elle n'est pas celle qui sortira les élèves les plus démunis de l'ornière, elle est celle qui les renvoie à leur assignation sociale. Ce constat glaçant nous devons l'apprécier à l'aune de la réalité de notre département, où une majorité d'élèves sont issus des classes sociales défavorisées. Et l'on devine déjà que ce sont eux qui paieront le prix de cette réforme.

Une autre réforme, simple et tangible, serait pourtant à faire, qui commencerait par réduire le nombre d'élèves par division. Rappelons ici notre revendication de 24 élèves par classe et 20 en collège d'Education Prioritaire. Ce n'est évidemment pas à l'ordre du jour de cette préparation de rentrée. Et puisqu'on a bien compris que l'hypocrisie nous gouverne, nous ne pouvons que dénoncer ce qui se prétend être un accompagnement de la difficulté sociale en ramenant le seuil d'ouverture de classe à 28 pour des établissements comme Forlen, Anne Frank ou Joliot Curie. Nous demandons pour ces établissements, à minima, un retour à la typologie 26 et non ce que nous supposons être le prélude à un alignement sur la typologie 30. Car nous gardons en bonne mémoire la tentative, avortée, d'infliger à Reber et Mermoz une typologie 26 et voyons bien vers quoi ce mouvement nous mène ... Ce n'est pas vraiment ce que nous attendons d'un accompagnement de la difficulté sociale digne de ce nom. Ce dernier devrait par ailleurs amener à s'interroger également sur la situation de Jules Verne ou de Charles Péguy.

Plus généralement, des maigres données que nous avons à disposition pour ce CTSD, nous inférons que l'on va davantage entasser les élèves dans un moindre nombre de divisions. En tous cas ce dernier fond deux fois plus vite que ne reculent nos effectifs ! On peut de même calculer que 23 % des divisions de ce département sont en passe d'atteindre le seuil qui leur est assigné par la typologie. Pour les établissements de l'Education Prioritaire ce taux est même de 44 %. Et encore, cela repose sur des prévisions d'effectifs qui laissent parfois songeur. La transposition des effectifs constatés à la rentrée 2015 dans le nombre de divisions que l'on semble prévoir pour la rentrée 2016 donnerait 28 % de divisions proches de ce seuil ! Rappelons-nous ici à nouveau la structure de notre population scolaire.

Certes, en sortant notre plus grosse loupe, on peut constater une toute légère progression du h/e. Mais ce n'est valable que si l'on raisonne en globalité. Si l'on se place au niveau des établissements, la moyenne de leur h/e est identique à celle de l'an passé. Autant dire que nous stagnons au très faible niveau atteint depuis maintenant plusieurs années. On peut également s'interroger sur la pérennité de la dotation de rééquilibrage, dont le nom et la présence nous font comprendre que les nouvelles modalités de calcul des DHG tirent ces dernières vers le bas. Si ce gouvernement a une ambition pour l'école, c'est sans doute dans la communication qu'il faut la chercher, pas dans les moyens budgétaires attribués aux établissements, dont il est si commode de penser qu'ils sont secondaires.

Un dernier mot sur les conditions de tenue de ce CTSD. Nous nous retrouvons un mois après la notification des DHG aux établissements, plusieurs semaines après la remontée des TRMD par les chefs d'établissement. Les éléments mis à notre disposition sont lacunaires : pas de communication du nombre de divisions par niveau notifiées aux établissements, absence de la répartition détaillée des heures statutaires et des IMP, absence de la répartition détaillée des moyens accordés au titre des LV, absence de la répartition détaillée des moyens pour l'Education Prioritaire ... Devons-nous en conclure que le dialogue social dans ce département est à l'image de la façon de gouverner que nous dénonçons plus haut ?

Notre École, malgré l'investissement de grande qualité de l'ensemble des personnels, n'a plus les moyens de répondre aux difficultés des élèves du XXIème siècle. La FSU continue de porter l'ambition de la réussite pour tous. Des solutions existent, il manque juste le courage de décider de les mettre en œuvre. Au-delà des annonces médiatiques, l'école doit redevenir un investissement d'avenir et non une charge pour la société.